

[Réactions politiques](#)

3ème correction du Rhône : les présidentes de parti ciblent le Conseil d'Etat

Les manquements dans la mise en œuvre de la 3e correction du Rhône exigent un traitement politique. Le gouvernement valaisan est dans la ligne de mire.

[Armin Bregy](#)|[Hildegard Wyss](#)|[Michel Venetz](#)

Publié: Hier, 16:59



Marie-Claude Schöpfer-Pfaffen, présidente de neo : " «Il manquait une culture de direction rectiligne.»

Source: pomona.media/Daniel Berchtold

Les semaines passées l'ont montré, le Valais a besoin d'une protection efficace contre les crues. Dans ce contexte, la troisième correction du Rhône (R3) joue un rôle central. Le projet doit rendre la plaine valaisanne plus sûre, protéger les personnes, les biens immobiliers et les infrastructures. Coût : 3,6 milliards de francs. La Confédération a accordé des subventions.

Mais la mise en œuvre du projet n'a avancé que lentement, voire pas du tout. A l'exception des mesures prioritaires à Viège. Et ce, bien que le potentiel de dommages soit très important dans la région de Sierre-Chippis ; rien que pour les installations industrielles, le potentiel s'élève jusqu'à un milliard de francs.

Un projet concret pour les mesures prioritaires entre Sierre et Chippis existe déjà depuis 2008 et le Parlement valaisan a approuvé en novembre 2008 un crédit d'engagement pour la mise en œuvre de ces mesures. Mais la mise en œuvre du projet a été bloquée pendant des années. Les conséquences sont fatales.

Que pensent les partis politiques de ces manquements ? Une enquête auprès des responsables de partis du Haut-Valais.

Sebastian Werlen, vice-président du PS du Haut-Valais, attribue clairement l'absence de mise en œuvre à un échec des responsables politiques.



Sebastian Werlen

Source: pomona.media/Alain Amherd

Entretien avec Sebastian Werlen.

Source: pomona.media

Il s'agit notamment de l'ancien conseiller d'Etat Jacques Melly et du président actuel du Conseil d'Etat Franz Ruppen, explique Sebastian Werlen.

Ainsi, pour le PS du Haut-Valais, ce n'est qu'une étape logique que la R3 soit appliquée dans tout le canton. Et ce, le plus rapidement possible. «Comme cela a été décidé par les électeurs valaisans en 2015.»

Brigitte Wolf, coprésidente des Verts valaisans, attribue également l'absence de mise en œuvre de la 3e correction du Rhône au manque de volonté du gouvernement valaisan, respectivement des conseillers d'Etat compétents.



Brigitte Wolf

Source: pomona.media/Daniel Berchtold

Entretien avec Brigitte Wolf.

Source: pomona.media

Même s'il y a eu des difficultés, le dossier a clairement été traîné par le Conseil d'Etat ces dernières années. Pour le Rhône, il n'y a pas d'autre solution «que de redonner de l'espace au fleuve». C'est ce que prévoit le projet général de la 3e correction du Rhône. Le projet élaboré par des experts et des spécialistes est prêt à être mis en œuvre.

Nicole Luggen, présidente de la section PRD du Haut-Valais, regrette que la 3e correction du Rhône dans la région de Chippis-Sierre n'ait pas été mise en œuvre jusqu'à présent. Il s'agit maintenant d'agir rapidement «et de réaliser sans tarder des projets importants pour la protection contre les inondations. Le tout, si nécessaire, en recourant au droit d'urgence.»

Nicole Luggen

Source: pomona.media/Daniel Berchtold

Entretien avec Nicole Luggen.

Source: pomona.media

Nicole Luggen estime elle aussi qu'il y a eu un échec de la politique valaisanne. Car le danger dans cette région est connu depuis de nombreuses années. Selon elle, «le conseiller d'État Franz Ruppen doit désormais assumer seul l'inaction et l'indécision de ses prédécesseurs.»

Pour Diego Schmid, secrétaire général de l'UDC du Haut-Valais, l'analyse de la 3e correction du Rhône commandée par le conseiller d'État Franz Ruppen est tout à fait correcte. Selon lui, un Conseil d'État est tenu par la loi d'examiner périodiquement des projets de cette ampleur et de les évaluer de manière critique. «Il s'agit en fin de compte de garantir la meilleure sécurité possible.

Mais il faut aussi analyser un facteur de coûts en constante augmentation.»

Diego Schmid

Source: pomona.media/Daniel Berchtold

Entretien avec Diego Schmid.

Source: pomona.media

Diego Schmid affirme que certaines mesures urgentes doivent être mises en œuvre sur le Rhône, notamment dans la région de Chippis-Siders. Mais il faut aussi absolument garder un œil sur les ruisseaux latéraux. Ce sont justement les ruisseaux latéraux qui ont eu des conséquences désastreuses lors des dernières intempéries. «La protection contre les inondations doit être abordée de manière globale et dans toutes les régions.»

Franziska Biner, présidente de Mitte Oberwallis, sait que la mise en œuvre de la troisième correction du Rhône prendra du temps.

Franziska Biner

Source: pomona.media/Daniel Berchtold

Franziska Biner en interview.

Source: pomona.media

Franziska Biner demande néanmoins des mesures qui apportent une amélioration ponctuelle.

La néo-présidente Marie-Claude Schöpfer-Pfaffen le demande également. Et elle affirme que de graves erreurs ont été commises par le passé. «Il manquait la culture de gestion rectiligne qui aurait permis de donner le premier coup de pioche à Sierre et à Chippis et ailleurs. Seize ans de discussions, d'analyses, d'études et de

marchandages de projets, c'est clairement trop.» Franz Ruppen aurait eu la possibilité de faire autrement, de faire mieux, «mais il n'a malheureusement rien su faire de mieux que ses prédécesseurs et a commandé l'étude suivante», selon Schöpfer-Pfaffen. Elle considère la démarche du Conseil d'Etat comme une chevauchée dangereuse à plusieurs niveaux, d'autant plus que les événements ont récemment conduit à des désaccords avec le canton de Vaud et la Confédération.